



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE

N° VI-AR-2026-151

OBJET :

**Stationnement interdit ou déclaré gênant
Circulation alternée par demi-chaussée**

Lieu

Rue Paul Doumer aux droits
des n°46, n°44, n°42, n°27
91150 Etampes

Permissionnaire

CIRCET
Conduite d'activité FREE
269, avenue Lion
83210 Solliès-Pont

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU la demande formulée en date du 3 février 2026 par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné doit intervenir sur une chambre télécom, Rue Paul Doumer au droit du n°27 à Etampes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération, de réglementer le stationnement et la circulation, dans les rues et aux droits visés en objet, le lundi 16 mars 2026 de 8 heures 30 à 16 heures.

ARRETE

ARTICLE 1 : Durant la période susmentionnée, le stationnement sera interdit et déclaré gênant, Rue Paul Doumer aux droits des n°46, n°44 et n°42, à Etampes.

ARTICLE 2 : Durant la période susmentionnée, la circulation sera alternée par demi-chaussée, Rue Paul Doumer au droit du n°27, à Etampes.

ARTICLE 3 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 3 mars 2026

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie

Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le :

06 MARS 2026

